

Sujet : TR: Demande de compléments concernant le dossier "cas par cas" : Micro-centrale hydroélectrique du Lignon / Chambon sur Lignon (43) / n° de dossier 2019-ARA-KKP-2018

De : > Nicolas Vanel (par Internet) <Nicolas.Vanel@>

Date : 20/06/2019 09:41

Pour : "ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr" <ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr>

Copie à : "mireille.faucon" <mireille.faucon@>

Bonjour,

Vous trouverez ci-dessous les réponses aux compléments demandés

Cordialement

Annexe à l'article R122-2

10. Canalisation et régularisation des cours d'eau

Ouvrages de canalisation, de reprofilage et de régularisation des cours d'eau s'ils entraînent une artificialisation du milieu sous les conditions de respecter les critères et seuils suivants :

- Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m : ***non pas de modification du profil en travers, ni du profil en long historique. En effet, l'ancien seuil était établi à la cote 889,73 m NGF. Dans le cadre de la reconstruction de ce dernier, sa crête sera établie à la cote 889,68 m NGF, soit 5 cm en-dessous de la crête initiale ;***
- Consolidation ou protection des berges, par des techniques autres que végétales vivantes sur une longueur supérieure ou égale à 200 m : ***non, aucune reprise de berge***
- Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet pour la destruction de plus de 200 m² de frayères : ***non, excepté pour la reconstruction du barrage, pas d'intervention dans le lit mineur. De plus, la zone concernée par les travaux du barrage ne présente pas de zones propices à la présence de frayères à salmonidés. A noter également que les opérations de travaux seront entreprises hors périodes de fraies des salmonidés ;***
- Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 100 m : ***oui canal de dérivation + canal de fuite d'une longueur totale égale à 185 m.***

21. Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker.

Non concerné car :

- Nouveau barrage entraine une différence de niveau inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval ;
- Surface retenue = 4 800 m², soit environ 0,5 hectares ;
- Volume plan d'eau = 7 500 m³.

Photographies 1 et 3

- Photo 1 : prise le 03/10/2018, débit = 280 l/s
- Photo 3 : prise le 12/09/2018, débit = 385 l/s
- Retenue à la cote 889,00 m NGF lors des photos

Période débit réservé

La MCHE fonctionnera essentiellement entre octobre et mai. Elle sera à l'arrêt dès lors que les débits observés sur le Lignon seront inférieurs à 900 l/s (400 l/s débit réservé + 500 l/s débit armement), soit environ 100 jours par an.

De plus, la MCHE sera la plupart du temps à l'arrêt au cours des mois de Juillet, Août et Septembre.

Enfin, des surverses seront observées sur le barrage dès lors que les débits observés sur le Lignon seront supérieurs à 5 900 l/s (400 l/s débit réservé + 5500 l/s débit dérivé), soit environ 70 jours par an. Ainsi, pendant 170 jours (soit environ 50% du temps), soit la MCHE sera à l'arrêt, soit les débits déverseront par-dessus le barrage, et ainsi le TCC ne sera pas au débit réservé strict.

Transit sédimentaire

Sur le site de la MCHE, la retenue est engravée et transparente vis-à-vis du transport sédimentaire. De plus, en raison de la faible hauteur du barrage qui sera reconstruit, aucune vanne de dégravage ne sera réalisée sur le seuil de la MCHE. Les sédiments susceptibles d'être évacués de la retenue, ou ceux passant par surverse par-dessus le barrage par les crues, ne feront ensuite que transiter dans le TCC

Répartition débit réservé

Tout d'abord, il n'est pour le moment pas prévu de réaliser un exutoire de dévalaison à hauteur de la prise d'eau ichtyocompatible. En effet, en raison des faibles vitesses de l'eau observées dans le canal et à hauteur du plan de grilles, mais également du fait de la proximité immédiate du plan de grilles avec le barrage, les poissons bloqués à l'amont du plan de grilles, pourront facilement remonter le canal, et notamment les juvéniles. La dévalaison sera alors possible par la passe-à-poissons et l'échancrure d'attrait situées sur le barrage en rive gauche.

Le débit réservé de 400 l/s sera réparti de la façon suivante :

- 200 l/s dans la passe-à-poissons
- 200 l/s dans une échancrure calibrée et se déversant en aval de la passe-à-poissons pour permettre un débit d'attrait

Intégration paysagère et plan

Pour le moment nous n'avons pas de simulation d'intégration paysagère. Un plan du projet est disponible en PJ.

Travaux

L'accès aux zones de travaux sera réalisé par des pistes déjà existantes.

Une base chantier sera établie à hauteur de l'habitat « Sapinière neutrophile de la zone du Hêtre x Hêtraie neutrophile », et donc hors habitat NATURA 2000.

Les travaux concernant le barrage et la prise d'eau auront lieu en étiage, hors période de reproduction des salmonidés. La durée prévisionnelle est de 2 mois

Les travaux situés hors du lit mineur (canal + bâtiment) pourront être réalisés toute l'année. La durée prévisionnelle est de 4 mois

Espèces protégées

Les mesures d'évitement et de réduction des impacts et les mesures d'accompagnement permettent de réduire les impacts du projet sur l'environnement à un niveau non significatif. Ainsi, selon notre appréciation, il ne nous semble pas nécessaire de réaliser un dossier de demande de dérogation pour la destruction d'espèces protégées, dit dossier CNPN, suite aux impacts non significatifs du projet de MCHE.

Ainsi, en raison de l'absence de destruction d'espèces protégées lors de la réalisation du projet, mais également lors du fonctionnement de la MCHE et de ses ouvrages annexes, aucun dossier de dérogation au titre de l'article L.411-2 du code de l'environnement ne sera réalisé.

Nicolas VANEL

Chargé d'affaires

E-mail : Tel. +



cid:image001.png@0



cid:image002.jpg@0

www.capse.fr

Siège social : 175 route de la Gare - 07360 Les Ollières-sur-Eyrieux

Agence de Montpellier : Ecoparc Départemental - 65 rue de la Gariguette - 34130 Saint-Aunès

Agence de Toulouse : 15 Chemin de la Crabe - 31300 Toulouse

Agence de Paris : 4 place Louis Armand - Tour de l'Horloge - 75012 Paris

Tel. +33 (0) 9 71 09 02 30 / Fax +33 (0) 9 71 70 47 51

Ce message est la propriété de CAPSE FRANCE. Les informations contenues dans ce courrier électronique sont confidentielles et soumises au secret professionnel. Si vous n'êtes pas le destinataire, vous êtes, par la présente, avisé que toute divulgation de cette communication est strictement interdite. Si vous recevez ce courrier électronique par erreur, veuillez prévenir CAPSE France par e-mail à l'adresse suivante : capse-france@capse.fr / This message is the property of CAPSE FRANCE. The information in this email is confidential and may be legally privileged. It is intended solely for the addressee. Access to this email by anyone else is unauthorised. If you are not the intended recipient, any disclosure, copying, distribution or any action taken or omitted to be taken in reliance on it, is prohibited and may be unlawful. If you have received this message in error please notify CAPSE FRANCE immediately via e-mail to : capse-france@capse.fr

De : rfdefqe sjui [<mailto:libremax2000>]

Envoyé : dimanche 16 juin 2019 06:46

À : Nicolas Vanel <Nicolas.Vanel>

Objet : Fw: Demande de compléments concernant le dossier "cas par cas" : Micro-centrale hydroélectrique du Lignon / Chambon sur Lignon (43) / n° de dossier 2019-ARA-KKP-2018

----- Message transmis -----

De : Autorite-environnementale - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE emis par LACOULOUMERE Paul - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE <ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr>

À : "libremax2000" <libremax2000>

Cc : FAUCON Mireille (Chef de pôle) - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE <mireille.faucon@>

Envoyé : vendredi 14 juin 2019 à 16:46:24 UTC+2

Objet : Demande de compléments concernant le dossier "cas par cas" : Micro-centrale hydroélectrique du Lignon / Chambon sur Lignon (43) / n° de dossier 2019-ARA-KKP-2018

Bonjour,

En application des articles L.122-1 et R.122-3 du code de l'environnement, vous m'avez transmis pour examen le dossier en objet.

Ce dossier a été reçu à la DREAL le 04/06/2019 mais ne peut être considéré comme complet à ce jour. Aussi, afin que votre demande puisse être instruite, je vous demande de bien vouloir envoyer les compléments suivants :

- le projet relève t'il également de la rubrique n°10 de la nomenclature visée à l'article R122-2 du code de l'environnement ; afin de mettre en évidence qu'il ne relève pas de la rubrique 21, pouvez-vous fournir une note de calcul ;
- s'agissant des photographies N°1 et 3, quelle est la date de leur prise ainsi que le débit du cours d'eau et la hauteur de chute actuelle de l'ancien ouvrage de prise d'eau ;
- avez vous une première estimation de la période pendant laquelle sera mise en débit réservé le tronçon court-circuité ;
- selon vous y a t'il besoin de gérer le transit sédimentaire, si oui comme le sera t-il ?
- a ce stade du projet, quelle est la répartition prévisionnelle des débits entre, alimentation de la passe à poissons, de l'exutoire de dévalaison et débit en sur-verse du seuil ;
- y a t'il des simulations d'intégration paysagère au niveau de la prise d'eau et du futur bâtiment de la micro-centrale, des plans du dispositif de franchissement ;
- les documents fournis ne font pas état d'une base chantier ni de son déroulement, pouvez-vous en préciser les contours ?
- savez vous, si votre dossier nécessite une dérogation à la législation sur les espèces protégées ?

Afin que votre demande puisse être instruite, je vous remercie de transmettre votre dossier avec l'ensemble des compléments, par retour de mail à l'adresse ci-dessus (ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr).

Le délai d'instruction de 35 jours prévu pour vous informer de la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale ne commencera qu'à compter de la réception par mon service du dossier complet.

Paul LACOULOUMERE est à votre disposition pour tout échange si nécessaire.

DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Service CIDDAE / Pôle Autorité environnementale
ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr

— Pièces jointes : —

2018-TOP-060 Plan général avec projet de rénovation Chambon sur lignon.pdf

183 Ko